



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



WELT
HUNGER
HILFE

Pour un monde sans faim



Fondation Stamm

Appel d'Offres National pour une expertise externe pour élaborer un document de plaidoyer stratégique auprès des ministériels sectoriels en faveur de l'amélioration de la nutrition des enfants et des femmes enceintes et allaitantes au Burundi.

Réf : « AON BDI1061/FS/ OFFRE POUR UN DOCUMENT DE PLAIDOYER DU PROJET BDI1061 ».

Date de soumission : 20/8/2025

Date limite de dépôt des offres : 02/9/2025

I AGENCE CONTRACTANTE

La **Fondation Stamm (FS)** a été créée en août 1999 et est enregistrée en tant qu'organisation à but non lucratif selon la loi burundaise, conformément à l'ordonnance n° 550/301 du ministère de la Justice du 4 mai 2001.

La FS désigne quatre objectifs institutionnels pour son travail : La protection des droits de l'enfant (notamment par le biais de conseils sociaux et juridiques) ; la promotion de l'éducation (notamment par la gestion de centres de formation professionnelle, d'écoles et de crèches) ; la promotion de l'accès aux soins de santé (notamment par le biais du centre médical *Hippocrate*) ; le développement rural durable (notamment par l'introduction de méthodes d'agriculture et d'élevage adaptées, l'amélioration de l'accès aux services financiers par le biais de groupes d'épargne et de crédit à base communautaire) et amélioration de la nutrition communautaire chez les enfants de moins de 5ans et les femmes enceintes et allaitantes .

II CONTEXTE ET THEMATIQUE

Dans le cadre d'améliorer la nutrition au niveau communautaire, la FS en partenariat avec WHH met en œuvre un projet BDI 1061 « Burundi Buhire : Vers une des communautés durablement résilientes », un projet financé par BMZ à travers WHH et mis en œuvre par trois organisations partenaires dont la Fondation Stamm, ODEB et COPED en partenariat avec WHH. Le projet « Burundi Buhire » utilise une approche « Nutrition Smart CommUNITY » qui adopte une approche multisectorielle comprenant des interventions systématiques aux niveaux micro, méso et macro pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la faim et de la malnutrition chroniques. L'approche prévoit de travailler avec les communautés au niveau des collines, et pas seulement avec les membres les plus touchés par la faim et la malnutrition. Cette approche « Nutrition Smart CommUNITY » combine cinq meilleures pratiques éprouvées pour une solution durable et évolutive au niveau communautaire à savoir :

1. Lier l'agriculture et la gestion des ressources naturelles à la sécurité nutritionnelle et à l'eau et l'assainissement (LANN+) par l'apprentissage et l'action participatifs (PLA) se concentre sur la promotion de pratiques optimales pour la mère, le nourrisson et le jeune enfant et sur l'éducation nutritionnelle de la famille, intégrée à des activités multisectorielles sensibles à la nutrition et la santé qui s'attaquent aux causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition et des maladies plus fréquents dans la zone d'intervention.
2. Les « camps » nutritionnels sont des événements spéciaux de développement des compétences d'une durée de 12 jours (FAN/FARN – avec les démonstrations culinaires), organisés par des volontaires sanitaires et nutritionnels et des agents de vulgarisation formés (Mamans lumières ou Papa lumières).
3. L'agriculture sensible à la nutrition aide les familles à produire et à consommer des aliments nutritifs et variés tout en améliorant leur situation environnementale, économique et sociale. Les agriculteurs sont formés à la conception de systèmes agricoles et alimentaires locaux durables.
4. La micro-planification sensible à la nutrition est utilisée pour développer des plans individuels et communautaires visant à améliorer la qualité de l'agriculture, des moyens de subsistance, de la santé, de la nutrition et des services et infrastructures WASH.
5. Le renforcement des institutions représente la base de la mobilisation communautaire et du changement de comportement. Les institutions communautaires sont habilitées à fournir un leadership, à mettre en relation les communautés avec les services gouvernementaux concernés et

à planifier/suivre les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition et les services publics liés à la nutrition (hygiène et assainissement, eau, agriculture, santé).

Le programme "Nutrition Smart CommUNITY" a été développé en Inde par WHH (phase 1) et a été étendu à d'autres pays (comme en Inde) L'approche sera maintenant adaptée au contexte burundais en combinaison avec autres secteurs. Le pays bénéficiera des expériences déjà acquises dans d'autres pays. Le Burundi a mis en place des politiques/stratégies de nutrition multisectorielles et présente des similitudes en termes d'indicateurs clés relatives à la nutrition.

D'une durée de 33 mois (01.12.2022 au 31.08.2025), le projet est structuré autour de cinq résultats majeurs avec leurs activités clés :

Résultat 1 : Les membres du groupe cible disposent de meilleures connaissances sur les méthodes agricoles respectueuses de l'alimentation et de l'environnement :

- L'Amélioration à l'accès aux semences de qualité en soutenant les entreprises de multiplication
- La Promotion de la création de jardins *nutritionnels* dans 100 ménages cibles
- La Promotion de l'élevage de petits animaux dans 2.000 ménages ciblés
- La Formation de 50 ménages modèles aux approches PIP (*Plan Intégral Paysan*) et LANN+.
- L'amélioration de l'accès aux services financiers et soutien aux activités génératrices de revenus pour 60 groupes d'épargne (VSLA/VICOBA, AGR)
- L'accompagnement des communes dans la mise en œuvre de microprojets dans les domaines de l'alimentation et de la protection de l'environnement.

Résultat 2 : les membres du groupe cible ont amélioré leurs pratiques en matière de nutrition (en particulier des femmes enceintes et allaitantes et des enfants), d'hygiène et de santé :

- Le renforcement des capacités des services de conseil existants dans le domaine de la santé/nutrition (groupes de soutien, *Mamans Lumière*, agents de santé communautaire, etc.)
- L'élaboration participative de stratégies alimentaires des ménages
- La prise en charge des enfants souffrant de malnutrition modérée (MAM), le référencement des enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS) vers les structures spécialisées (STA et SST) et formation de 100 membres du GS

- La construction de deux crèches communautaires en matériaux durables pour le suivi et encadrement des enfants de 3 à 5 ans au profit de leur bon développement psycho cognitif (Une crèche dans la commune Vumbi et une autre dans la commune Ruyigi).
- La promotion de l'égalité des genres grâce à des approches éprouvées (notamment les familles modèles en matière de genre, la masculinité positive)

Résultat 3 : L'accès aux services et infrastructures WASH dans les communautés cibles est amélioré :

- L'assainissement et protection de 16 sources d'eau
- La formation des comités d'usagers de l'eau à la gestion et à l'entretien des infrastructures WASH
- La construction de 600 éco-latrines pour les ménages vulnérables
- La Construction de 30 éco-latrines dans des lieux publics (écoles, marchés)
- La formation de 100 personnes qualifiées pour la construction des éco-latrines
- La formation de 120 membres de la communauté à la construction d'éco-latrines et fourniture de matériel

Résultat 4 : La coordination des acteurs gouvernementaux et de la société civile dans le domaine de la sécurité alimentaire est améliorée (aux niveaux micro et méso) :

- Le renforcement des institutions communautaires telles que les comités de développement afin de promouvoir la responsabilité et les mécanismes de retour d'information.
- Le Soutien d'un réseau existant d'organisations de la société civile dans le domaine de l'alimentation (niveau méso) pour l'échange d'expériences et le plaidoyer
- Le Soutenir les *groupes de base* pour la coordination des activités de sécurité alimentaire (niveau méso) et promouvoir l'échange de connaissances/d'expériences et le plaidoyer.

Résultat 5 : Les organisations partenaires ont développé leurs capacités et le réseau mondial des NSC est élargi et renforcé :

- Renforcement des capacités des organisations partenaires dans les domaines de la gestion de projet, de l'administration et des aspects techniques
- Le partage de connaissances et d'expériences avec les membres du réseau NSC

III DES OBJECTIFS DE L'ELABORATION D'UN DOCUMENT DE PLAIDOYER STRATEGIQUE AU BURUNDI

Ce travail a pour objectif d'élaborer un document de plaidoyer stratégique qui sera présenté auprès des parties prenantes avant de le diffuser au SEP PMSAN ainsi qu'aux différents ministères sectoriels dans le but d'améliorer la nutrition des enfants et des femmes enceintes et allaitantes. Le document va s'inspirer sur le contexte suivant :

Le Burundi est l'un des pays ayant un taux de malnutrition chronique le plus élevé de l'Afrique et dans le monde. Le retard de croissance affecte davantage les garçons (56,6 %) que les filles (49,1 %) au niveau national. De plus, il touche principalement les enfants âgés de 24 à 59 mois (59,4 %), tandis que les plus jeunes sont moins affectés : 33,1 % chez les enfants de 0 à 11 mois et 53,4 % chez les enfants de 12 à 23 mois. Selon l'enquête SMART 2023-2024, 52,8 % des enfants de moins de cinq ans sont encore touchés par la malnutrition chronique, également appelée retard de croissance. Cette prévalence dépasse largement le seuil très élevé de 30 % fixé par l'OMS. La malnutrition chronique constitue une urgence silencieuse, entraînant des séquelles sous forme de retard de croissance physique et intellectuel généralement irréversible. Ces conséquences affectent les capacités de développement économique et social du pays.

Dans le but de coordonner les actions de Sécurité Alimentaire et Nutrition à l'échelle nationale, des structures organisationnelles de coordination multisectorielle ont été mises en place dont la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PMSAN) avec son Comité de Pilotage présidé par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre ainsi que son bras technique, le Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (SEP/PMSAN) qui assure quotidiennement les activités de coordination multisectorielle des intervenants et des interventions en Sécurité Alimentaire et Nutrition. La Plateforme a été déconcentrée et décentralisée en Plateformes Provinciales et Communales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PPSAN et PCSAN) afin de renforcer la Sécurité Alimentaire et Nutrition au niveau local.

Pour rassembler les acteurs autour d'un cadre commun de résultats, le Plan Stratégique Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition avec son cadre Multisectoriel de Suivi et Evaluation a été élaboré de manière participative et inclusive. En vue d'appuyer le Gouvernement dans ses objectifs en matière de nutrition et de sécurité alimentaire tels que déclinés dans sa vision (2040 Pays émergent et 2060 Pays développé) et dans la mise en œuvre du PSMSAN, il s'est avéré important, toujours dans l'esprit du mouvement SUN, que les acteurs

de la société civile du Burundi, puissent également s'organiser en réseau pour leur plus grande implication dans la mise en œuvre, le plaidoyer/la mobilisation des ressources et la coordination du PMSAN.

En effet, ce document de plaidoyer stratégique doit comprendre des points faibles/questions principales qui ont été soulevées lors l'atelier de plaidoyer tenu à KIRUNDO, RUYIGI ainsi que celui qui a été tenue à BUJUMBURA avec le Réseau SUN.

IV DE LA MÉTHODOLOGIE

Le présent livre de plaidoyer devra comprendre les éléments suivants (*sans s'y limiter*) :

- a) **Introduction générale**, y compris contexte et justification, objectif général et spécifique
- b) **Le plaidoyer proprement dit** en se référant aux questions principales qui ont été soulevées lors des ateliers à KIRUNDO, RUYIGI et BUJUMBURA avec des pistes de solutions
- c) **Des solutions viables ainsi que des approches**
- d) **Recommandations.**

V DE LA PORTÉE DU TRAVAIL

Le consultant a pour mandat de :

- Passer en revue et analyser les questions principales qui ont été soulevées lors des ateliers de plaidoyer¹ au niveau des provinces et au niveau national ;
- Élaborer un document stratégique de plaidoyer qui présente la situation nutritionnelle sur base des questions et/ou sujets thématiques de plaidoyer au niveau national
- Identifier² les solutions viables à proposer au SEP PMSAN pour chaque questions/problèmes ;
- Animer un atelier de restitution auprès des parties prenantes,

VI DES PRODUITS LIVRABLES

Les livrables suivants sont attendus du/des consultant(s) :

- a) **Première version du document de plaidoyer** (30 pages maxi), au moins 10 jours après la signature du contrat
- b) **La version finale : Un document de plaidoyer** (35 pages au maximum, sans les annexes), trois jours après la remise des observations par le commanditaire,
- c) **Document PPT** de 10 slides maximum pour une présentation (lors de l'atelier de restitution avec toutes les parties prenantes)

VII COMPOSITION DES OFFRES ET CRITERES D'EILIGIBILITE

La participation est ouverte à concurrence à toute personne physique ou morale justifiant des capacités juridiques, techniques et financières requises.

L'offre doit être valable pour une période de soixante (60) jours au minimum suivant la date de fin de soumission des offres.

Documents obligatoires (si ces documents ne sont pas remis, l'offre sera rejetée d'office) :

- Numéro d'identification fiscale NIF
- Registre de commerce
- Attestation de non-redevabilité en cours de validité émise par OBR

¹ L'expert devra également faire quelques analyses qualitatives avec un échantillon de quelques acteurs œuvrant dans le secteur de la nutrition afin de « corroborer » les sujets thématiques élaborés lors des ateliers précédents.

² Idem

- Avoir au moins 3 références des marchés similaires

VIII QUALIFICATIONS DU CONSULTANT/E

Le/la consultant/e et les personnes alignées à cette évaluation devra avoir :

- a) Au moins 5 ans d'expérience de travail dans des projets multisectoriels de nutrition, d'agriculture, et autres domaines similaires,
- b) Une forte connaissance/expérience démontrée de contexte ou paysage de la nutrition, de la sécurité alimentaire au Burundi,
- c) Expérience dans l'élaboration des stratégies de plaidoyer, de mobilisation de ressources, serait un atout
- d) Des compétences rédactionnelles claires et efficaces en français et dans la langue locale sont souhaitables.

IX DES PROCÉDURES D'APPLICATION

- Les candidats doivent fournir une offre technique et financière en BIF
 - **La partie technique** (60 % de la pondération) de l'offre doit faire référence telle que définie dans les TDR. Elle doit inclure une description de la conception générale et de la méthodologie à utiliser, ainsi qu'un plan de travail/adaptations au calendrier prévu.
 - **La partie financière** (30% de la pondération) comprend une proposition de budget pour la rédaction finale du document. Elle doit indiquer les honoraires par jour de travail (*plus la TVA*), le nombre de jours de travail proposés (sans dépasser le nombre proposé dans les TdR) et les autres coûts tels que les déplacements doivent également être inclus dans le budget.
 - **CV** avec références ainsi que des différentes attestations de services rendus (10% de la pondération)

X DES JALONS DE PAIEMENT

Le consultant sera payé par Fondation Stamm en deux tranches de versements :

a) Premier versement : 40 % à la présentation du rapport de démarrage et ce dernier doit être validé par le commanditaire,

b) Paiement final : 60 % à la remise de la version finale du document, sous réserve de son acceptation par Fondation Stamm.

La Fondation Stamm n'effectuera aucun paiement si le consultant n'a pas accompli toutes les tâches dans les délais impartis.

XI. DE LA CONFIDENTIALITÉ & MODE DE SOUMISSION

Tous les documents et les données acquises à partir de documents ainsi que pendant les entretiens et les réunions sont et restent confidentiels et doivent être utilisés uniquement aux fins de ce travail.

Les livrables ainsi que tout le matériel lié à cette rédaction (*produit par le(s) évaluateur(s) ou l'organisation elle-même*) sont confidentiels et restent à tout moment la propriété de la partie contractante.

Coordonnées de :

Les offres doivent être soumises uniquement en ligne, portant la mention : « **AON BDI1061/FS/ OFFRE POUR UN DOCUMENT DE PLAIDOYER DU PROJET BDI1061** ».

La date limite de dépôt des offres est fixée **au 02/9/2025 à 23h59 (heure de Bujumbura)**. Les offres fournies après cette échéance sont inacceptées.

Les candidatures intéressées par cette offre doivent s'enregistrer (obligatoirement) au Bureau de la FS sise à BUJUMBURA ou son bureau de liaison à KIRUNDO.

Pour toutes questions prière écrire à l'adresse ci-après :

1. Représentante légale de la Fondation Stamm : verenast@fondation-stamm.org
2. Cheffe de programme à la Fondation Stamm : dbuettner@fondation-stamm.org
3. Coordinateur du projet : gordienndayishimiye@fondation-stamm.org

La Fondation Stamm se réserve le droit d'annuler le présent appel d'offres à tout moment sans justificatif.

Le seul document engageant le commanditaire est le contrat dument signé par la représentante légale de la Fondation Stamm ;

Seules les candidatures enregistrées en bonne et due forme avec les documents justificatifs requises seront considérées.

NB ! N'est pas admise à participer à l'appel d'offres, toute personne physique ou morale :

- Qui s'est rendue gravement coupable de fausses déclarations à l'occasion des renseignements pour sa participation à un appel d'offres antérieur ;
- Qui s'est vu suspendre pour une durée temporaire ou indéterminée dans un marché quelconque ;

Fait à Bujumbura, le 20 /Août/ 2025



Verena Marion STAMM
Avenue Nyerere
B.P. 2432 Bujumbura
Tél : 022 71 38 - 022 71 346
Mail: verena@fondation-stamm.org
www.fondation-stamm.org

Représentante légale